

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1325 - 14 juillet 1988 - 3 F

D 1325 HONDURAS: L'AIDE HUMANITAIRE AUX "CONTRAS"

Le 30 juin, date d'expiration du deuxième cessez-le-feu avec l'opposition nicaraguayenne armée (cf. DIAL D 1296 et 1308), le gouvernement nicaraguayen annonçait unilatéralement une nouvelle prolongation d'un mois. De son côté, l'opposition nicaraguayenne armée est en pleine crise entre la branche civile et la branche militaire, cette dernière semblant l'emporter pour l'heure (cf. DIAL D 1317). Des milliers de ses membres sont revenus au Honduras pour pouvoir bénéficier de l'"aide humanitaire" accordée par les Etats-Unis le 31 mars 1988, suite au refus du Congrès nord-américain, le 3 février précédent, de renouveler l'aide militaire. L'article ci-dessous de *Centroamerica Hoy*, du 9 juin 1988, fait le point sur la question et évoque aussi le trafic d'armes au profit de l'opposition nicaraguayenne armée.

Note DIAL

LA PRÉSENCE DES "CONTRAS" AU HONDURAS PROVOQUE UNE POLÉMIQUE

Dans l'attente de la fin de la trêve militaire signée avec le gouvernement, les forces militaires de la Résistance nicaraguayenne se sont repliées dans la région est du Honduras, où elles reçoivent "l'aide humanitaire" des Etats-Unis. Cependant, des milieux journalistiques honduriens ont assuré que le "supermarché" d'armes a été rouvert afin de ravitailler les rebelles, pour le cas où il n'y aurait pas d'accord entre la Résistance nationale et le gouvernement sur un cessez-le-feu définitif.

Suite à la présence de 5.000 combattants antisandinistes dans le département hondurien d'El Paraíso, à la frontière avec le Nicaragua, le gouvernement du Honduras a officiellement reconnu, pour la première fois, la présence de "contras" nicaraguayens sur son territoire. L'installation de camps de "contras" dans l'est du Honduras a été constatée par des journalistes nationaux et étrangers qui avaient réussi à tromper la surveillance de l'armée hondurienne pour empêcher l'entrée d'informateurs dans cette région.

Les forces antisandinistes se sont repliées au Honduras après la cessation de l'aide militaire des Etats-Unis et suite à la contre-offensive sandiniste de mars dernier. D'autres facteurs ont également joué, comme les problèmes internes à la Résistance nicaraguayenne et l'annonce que "l'aide humanitaire" attribuée par les Etats-Unis serait distribuée en territoire hondurien.

Les rebelles occupent 200 km² et logent sous des tentes de campagne ou dans de petites maisons improvisées. Ils revêtent des uniformes militaires de fabrication nord-américaine et disposent d'armes automatiques de différents calibres, aux dires des journalistes. Ils se déplacent dans tous les villages honduriens de la région avec une certaine liberté, mais sans sortir du périmètre délimité par les forces

armées honduriennes; celles-ci ont installé de nombreux postes de contrôle et affecté à la région un grand nombre de soldats.

L'installation "contra" la plus importante dans le secteur est le Commando d'opérations spéciales, qui regroupe des éléments spécialisés en sabotages, destructions, opérations parachutées et autres, sous la direction du commandant "Halcón". Le chef militaire s'est montré surpris de la présence des journalistes à cet endroit, étant donné que les militaires honduriens lui avaient garanti qu'ils n'autoriserait pas le passage à des non militaires, en particulier les informateurs. *"Cela nous fait beaucoup de tort, ainsi qu'aux forces armées locales, ce que vous publiez"*, a déclaré le commandant antisandiniste.

Il a expliqué que ses troupes ont bénéficié d'un repos mérité et qu'à la date du 30 mai, avec la fin de la trêve militaire signée avec les sandinistes le 23 mars précédent à Sapoa, *"nous devons reprendre le combat au Nicaragua"*. Il a précisé: *"Nous nous attendons à une offensive de grande envergure à l'expiration du cessez-le-feu. Mais il se peut que les sandinistes ne nous trouvent plus dans nos bases et qu'ils soient surpris s'ils pénètrent au Honduras."*

Tout en justifiant la présence des "contras" dans son pays, le ministre des affaires étrangères du Honduras, Carlos López, a déclaré qu'*"ils ne sont officiellement pas autorisés à être ici, et c'est la conséquence d'un problème interne au Nicaragua"*. Il a refusé de fixer un délai à l'abandon par les rebelles du territoire hondurien. *"Mon gouvernement admet la présence des "contras", mais il a toujours soutenu, il soutient et il soutiendra qu'elle est clandestine, et qu'elle ne compte ni ne comptera sur un accord ou un soutien officiel"*, a ajouté le haut fonctionnaire.

Des déclarations dans le même sens ont été faites par le colonel Erick Sánchez, lequel a assisté avec le ministre López à un séminaire organisé à Tegucigalpa sur l'image de marque du Honduras à l'étranger, comme représentant du chef des forces armées honduriennes, le général Humberto Regalado. Il a dit que *"nous n'avons pas à nous soucier tellement de la présence des "contras" au Honduras, car ils y sont de façon non officielle comme les sandinistes avaient été présents sur notre territoire quand ils se battaient contre Somoza"*.

Aide

Avec le consentement du gouvernement hondurien l'"aide humanitaire" à la "contra", autorisée en avril par le Congrès des Etats-Unis est distribuée au Honduras sous le contrôle de l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa, de l'organisme de conseil Price Waterhouse, et de l'Eglise catholique. Ces organismes se sont engagés à veiller à ce que le contenu de l'assistance ne comporte pas de matériel de guerre. Le ministre Carlos López a expliqué que *"le Honduras a accepté cela pour des raisons humanitaires et avec le consentement du gouvernement nicaraguayen lui-même, lequel a légitimé les "contras" en acceptant de dialoguer avec eux en dehors et à l'intérieur du Nicaragua, et même à Managua"*.

Cependant il n'y a toujours pas eu de jugement suite à la plainte déposée par le Nicaragua devant le tribunal international de justice des Nations-Unies sur l'aide présumée du Honduras aux rebelles antisandinistes, car ce pays nie la compétence de ce tribunal dans le différend en question. Le gouvernement nicaraguayen a en effet accusé le Honduras de permettre les attaques armées contre son territoire et d'apporter par ses forces armées une aide directe aux contre-révolutionnaires.

Le 29 mai on a appris l'arrivée dans la capitale hondurienne de quatre avions C-130 de l'armée de l'air des Etats-Unis contenant le dernier envoi en alimentation, habillement militaire, bottes, ponchos et sacs-à-dos. On attendait l'arrivée de douze autres avions. Charles Barclay, porte-parole du siège diplomatique nord-américain au Honduras, a déclaré que les avions militaires venaient de Charleston, en Caroline du sud.

Le représentant de l'Eglise, Marco Tulio Banegas, a dit à propos des chargements: *"Je n'ai pas vu d'armes d'aucune sorte, mais je suis dans l'impossibilité de savoir si d'autres avions en charge arrivent à d'autres aéroports."*

Pendant ce temps-là, les antisandinistes se sont plaints des *"procédures bureaucratiques"* conditionnées à la remise de l'aide, qui occasionnent des retards dans l'acheminement des envois, avec la détérioration conséquente de certaines denrées périssables. C'est ce qu'a affirmé Bosco Matamoros, porte-parole de la Résistance nationale. Il a insisté en disant que *"la clé de notre départ du territoire hondurien c'est qu'on nous remette le plus rapidement possible l'aide et l'argent"*.

Le 18 mai plusieurs journaux ont parlé dans la capitale hondurienne de l'existence d'un "supermarché" d'armes pour les "contras" dans les hangars de l'Entreprise nationale portuaire, appartenant à l'Etat et localisé à Puerto Cortès, principal port hondurien sur la côte atlantique.

Les informations font état qu'à cet endroit sont entreposés des armements en grande quantité, en provenance de l'étranger, sous la garde d'éléments de la marine hondurienne. Cela a été démenti par le colonel Bruno Fontana, commandant l'escadre navale de l'Atlantique de la marine nationale. Mais les mêmes sources d'information ont fait savoir que les journalistes avaient identifié Mario del Amico, un ami du colonel Fontana, au moment où il pénétrait dans les locaux de l'Entreprise nationale portuaire où se trouve présumément entreposé l'armement. Del Amico, un Cubain naturalisé nord-américain et impliqué dans la préparation de l'invasion de la Baie des cochons à Cuba en 1961, est connu pour être en lien avec le trafic d'armes dans la région et avec la CIA, conformément aux enquêtes menées sur le scandale de l'"Iran-contra-gate".

Par ailleurs, des officiers des Etats-Unis ont nié qu'une installation militaire nord-américaine dans la localité hondurienne de Armenta, dans le département de Cortès au nord du pays, soit un dépôt d'armes pour les rebelles nicaraguayens. Ils ont déclaré qu'il s'agissait d'une base pour la route que l'armée nord-américaine construit dans le département de Yoro.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)